

**Mai 68**

## **Georges Séguy : le baril de poudre et l'étincelle**

(article publié le 7 mai 1998 dans l'Humanité)

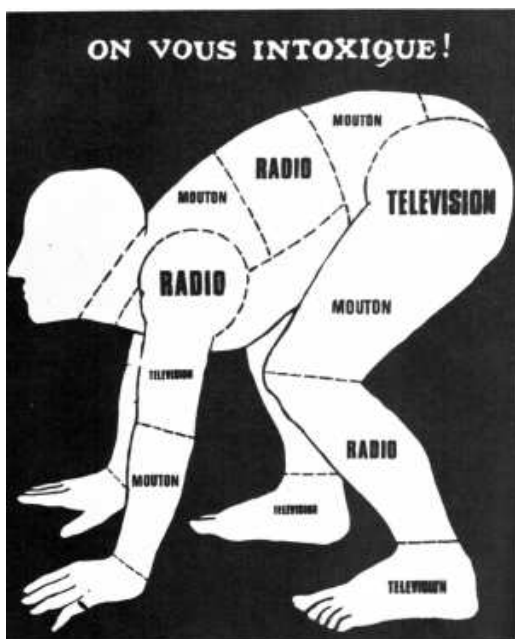


Aujourd'hui président d'honneur de l'Institut d'histoire sociale de la CGT, Georges Séguy était le secrétaire général de la confédération en mai 1968. Alors âgé de quarante et un ans, il joua un rôle essentiel dans le plus grand mouvement social qu'ait connu la France dans son histoire. Il évoque « l'actualité » du mouvement, trente ans après, et revient sur plusieurs des problèmes posés à l'époque...

**Vous avez, à plusieurs reprises, mis l'accent sur le fait que le mouvement de mai 68 a permis, pour le monde du travail, des avancées sociales qui n'avaient pas eu de précédents dans l'histoire. Par quels processus cela a-t-il été possible ?**

**Georges Séguy** Toute l'année 1967 a été marquée par une intervention sociale assez forte, impulsée par un accord d'unité d'action entre la CGT et la CFDT, avec notamment deux grèves nationales de vingt-quatre heures et une journée nationale avec des arrêts de travail en fin d'année : contre les ordonnances qui frappaient la Sécurité sociale, et pour d'autres revendications qui se heurtaient toutes à un mur d'intransigeance de la part du patronat et du gouvernement, privant les syndicats de toute possibilité de négociation. Voilà pourquoi, progressivement, l'idée de s'y mettre « tous ensemble » s'est emparée des esprits. Petit à petit, la tension est montée : elle s'est trouvée confirmée par la grande manifestation du 1er mai à Paris, à l'appel de la CGT qui bravait ainsi une interdiction vieille de quatorze ans, et à laquelle le gouvernement n'avait pas osé s'opposer. Il existait une accumulation de mécontentements de caractère revendicatif qui a fait mûrir un climat de tensions sociales fortes et qui a pris, en mai, la dimension que l'on sait. C'est là un enseignement important : des revendications déposées depuis cinq, dix ou quinze ans, parfois, dans les bureaux des ministères et au siège du CNPF - et réputées impossibles à satisfaire - ont été résolues en quelques heures de négociations à Grenelle. Sous la pression de dix millions de grévistes la force de persuasion est plus grande qu'avec les meilleurs arguments développés par les syndicalistes...

## **Quelques affiches..**



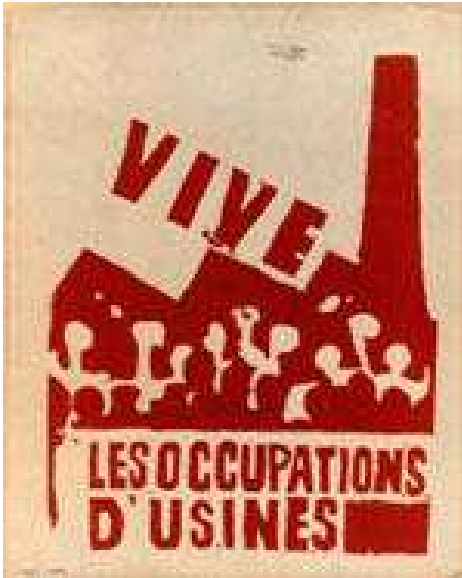


## **Vous n'aviez pourtant pas tout prévu...**

**Georges Séguy** Nous ne pouvions pas imaginer en effet que la grève générale - ce mythe dont on avait débattu depuis la naissance de la CGT et qui devait renverser le capitalisme - allait se produire. Pour une fois, il y avait grève générale, le capitalisme a subsisté, mais les salariés ont obtenu, au total, des acquis plus importants et dans des domaines plus diversifiés qu'en 1936. Ne perdons pas de vue qu'il n'y a pas eu seulement le « constat » de Grenelle, avec l'augmentation de 35% du SMIG, celle de 55% du salaire minimal agricole, la légalisation du droit syndical à l'entreprise. Les négociations par branches professionnelles qui prolongèrent celles de Grenelle durant la première semaine de juin complétèrent de manière substantielle le « constat » général : reclassifications, déroulements de carrière, temps et conditions de travail, améliorations des conventions collectives, etc.

## **Au-delà de ce succès, quelles images fortes gardez-vous de ce mouvement, de l'état d'esprit qui l'animait ?**

**Georges Séguy** Une volonté de changement des mentalités dans la société, qui s'est traduite, dans un premier temps, par l'explosion de la parole : nous avons vu des personnes n'ayant jamais osé exprimer un avis publiquement trouver des ressources d'éloquence pour participer à la discussion sur les sujets les plus divers. Tout le monde avait envie de parler, de s'exprimer, de critiquer, de proposer... Cela a bousculé bien des habitudes. Beaucoup de tabous ont volé en éclats. De toutes les évolutions d'alors, c'est celles touchant au respect de la dignité des femmes, à la question de leurs droits - dans l'entreprise comme dans la société - qui m'apparaissent les plus significatives. Mai 1968 a constitué, dans les mentalités et dans la culture, le grand tournant d'une évolution qui a continué, par la suite, de produire des effets positifs, progressistes, émancipateurs. Si le mouvement n'a pas abouti à une transformation de la société dans le sens où beaucoup l'auraient souhaité, il a laissé subsister une flamme qui ne s'est jamais éteinte, et qui, dans certaines circonstances, s'est rallumée fortement - en 1995, par exemple, avec la reprise de l'idée du « tous ensemble ». Quand on évoque aussi, aujourd'hui, la volonté d'évoluer vers une société plus citoyenne, on reprend un peu de ce qui émergeait à l'état d'utopie chez certains il y a trente ans, qui aspiraient à ce que les individus puissent avoir leur mot à dire et à ce qu'ils soient consultés sur toutes les questions les concernant, dans tous les domaines.



Souvent, lorsque vous évoquez le mouvement étudiant, vous utilisez l'image du « baril de poudre », auquel il aurait été apporté une « étincelle ». Pourtant, à côté de l'évolution de la situation sociale en France que vous avez évoquée, on est frappé par la montée en puissance de mouvements étudiants dans le monde entier, dès la fin de l'année 1967 : en Italie, au Mexique, au Brésil, mais aussi en Tchécoslovaquie...



**Georges Séguy** Toute cette période a été caractérisée en effet, au plan mondial, par la volonté de ne pas accepter l'évolution de la société humaine, telle qu'elle était dominée, d'une part, par les grands groupes monopolistes en train de se mettre en place dans les pays capitalistes, et, d'autre part, par un système social qui n'était pas du tout en correspondance avec les aspirations des êtres humains. Au fond, quelles qu'aient été les conditions dans lesquelles les réactions dont vous avez parlé se sont exprimées - surtout dans la jeunesse - à l'Est comme à l'Ouest, l'aspiration était semblable : éviter que la vie ne s'enferme dans un carcan, qu'il soit celui du centralisme totalitaire, ou celui de la rentabilité absolue du capital. Il existait une communauté de volontés, qui, d'ailleurs, subsiste aujourd'hui d'une autre manière et par d'autres aspects. Mai 68 apparaît comme une sorte d'anticipation de l'aspiration à une autre mondialisation. La différence est que, de nos jours, l'idée de faire face aux dangers qui menacent les peuples est de plus en plus planétaire, et de moins et moins cernée dans le corset de chaque pays, voire de chaque continent. S'il est juste de dire qu'alors, en France, les étudiants furent l'étincelle qui mit le feu aux poudres - ce qui s'est passé au début du mois de mai au quartier Latin a effectivement tout précipité - encore fallait-il qu'il y ait un stock de poudre suffisant pour que l'explosion ait le retentissement qu'elle a eue au plan national, mais aussi international...

**Quel regard portez-vous aujourd'hui sur ce qui s'est passé en mai 1968 entre la CGT et les étudiants ?**



**Georges Séguy** Le mouvement étudiant était aussi nourri par ce qui se passait alors dans le monde du travail. N'oublions pas, en 1967, par exemple, les manifestations communes à la CGT et à l'UNEF contre la guerre du Vietnam. La volonté de changer la société dans le sens du progrès et de la liberté s'exprimait aussi dans le monde du travail, surtout dans la jeunesse, qui voyait déjà poindre un avenir assez sombre - qu'elle soit à l'usine, au bureau ou à l'université. Je rappelle souvent qu'au milieu de l'année 1967, le 36e Congrès de la CGT avait décidé de consacrer le mois de mai 1968 à une action sur le



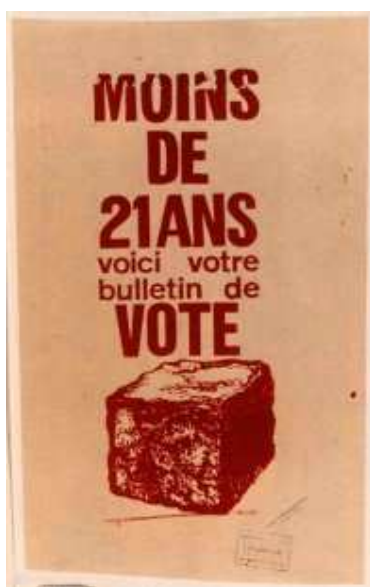
thème : « la CGT donne la parole aux jeunes »... Il existait donc un climat général. Au départ, nous étions sur la même longueur d'onde que les étudiants, et tout à fait solidaires de leur action pour la démocratisation et la réforme de l'université. Des difficultés sont apparues à partir du moment où les étudiants ont de plus en plus substitué à des objectifs revendicatifs des objectifs de caractère politique - pénétrés qu'ils étaient par l'influence de divers groupes, anarchistes, maoïstes... - y compris en ce qui concernait la conquête du pouvoir par les travailleurs. Il est vrai que l'attitude de certains dirigeants de ces organisations, violemment anticégétistes, a créé un climat de tension, d'hostilité, voire d'animosité, entre les étudiants et la CGT, qui a, malheureusement, empêché que la solidarité dont nous nous réclamions de part et d'autre puisse se concrétiser...

**N'avez-vous pas des regrets, pourtant, avec le recul ?**



**Georges Séguy** J'en suis toujours à me demander si nous n'aurions pas pu faire mieux. Au-delà des difficultés, nous étions, tout de même, assez sensibles et même admiratifs à l'égard de la générosité dont les étudiants faisaient preuve dans leur lutte. C'est d'ailleurs ce qui nous a déterminés, au lendemain de la nuit du 10 au 11 mai, tellement nous semblait insupportable la violence dont ils étaient victimes, à prendre l'initiative de la manifestation qui s'est déroulée le 13... Oui, nous aurions pu faire mieux si nous avions réussi à maintenir - par-delà le débat difficile avec les dirigeants de l'UNEF - un lien avec la masse des étudiants. Dans certaines entreprises, les salariés se sont opposés à l'entrée des étudiants par crainte de voir détérioré l'outil de travail, mais dans d'autres endroits, en province notamment, nos syndicats leur ont proposé de tenir des débats dans des locaux d'usines - ce qui s'est toujours révélé positif. Peut-être aurait-il fallu aussi rechercher des possibilités de contacts et de discussions, au plan politique, avec les jeunes qui avaient une conception sincère de la solidarité avec le monde du travail, ce qui aurait au moins atténué, sinon évité, les conséquences tragiques que cette division a créées...

**Vous avez évoqué les groupes gauchistes...**



**Georges Séguy** Ma culture politique m'a longtemps incité à tenir le gauchisme pour une perversion de la pensée révolutionnaire. Par la suite, en étudiant de près l'histoire du syndicalisme français, j'ai constaté que le rôle et l'action de ceux que l'on a sommairement qualifiés d'« anarcho-syndicalistes » avaient positivement contribué à l'orientation de classe et à l'indépendance de la CGT. Je pense qu'il n'était pas



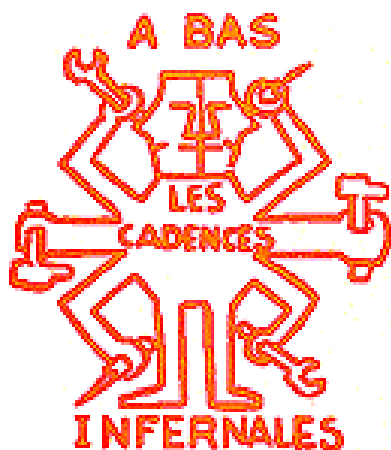
juste de cataloguer globalement dans la rubrique « complices de la bourgeoisie » les différentes composantes du mouvement dit gauchiste qui émergent avant, pendant, et après mai 68. Ce genre de condamnation formelle et sans appel ne fut guère propice à la réflexion sur les évolutions idéologiques qui ont marqué le mouvement ouvrier international au cours de ce siècle et, singulièrement, sur les retombées des divergences intervenues au sein du mouvement communiste après la Seconde Guerre mondiale, notamment au cours des années soixante. Il faut dire que la prétention à se substituer aux dirigeants de la CGT pour conduire la grève, sur fond d'anticommunisme forcené de certains leaders de la mouvance gauchiste, ne fut pas de nature à favoriser le débat et à simplifier la compréhension mutuelle ; aussi j'aimerais que de leur côté aussi la condamnation de ce sectarisme s'exprime clairement...

**En ce moment, vous participez à de nombreux débats sur le trentième anniversaire de Mai. Qu'en reprenez-vous ?**



**Georges Ségué** Ce qui me frappe surtout, c'est la volonté de la nouvelle génération - celle qui est née dix ans après 1968 - de savoir ce qui s'est passé alors. Mai 1968 est perçu par elle comme une grande explosion sociale, empreinte de progrès, de générosité, de volonté de changer la société. Que cette génération se passionne pour mai 68, comme elle se passionne pour la Résistance, est plutôt bon signe. D'autant qu'il ne s'agit pas seulement du plaisir de connaître l'histoire, mais peut-être aussi de s'en inspirer pour tenter d'apporter réponses aux questions d'aujourd'hui. A mon sens, beaucoup d'enseignements de mai restent valables. Par exemple, la manière dont se déroula une grève générale qui ne fit l'objet d'aucun mot d'ordre national, dans laquelle n'existait pas de structure nationale d'action avec les autres syndicats, mais qui fut en quelque sorte autogérée par les travailleurs eux-mêmes, sur la base d'une information quotidienne, d'une proposition délibérée entre les organisations syndicales, soumise à l'appréciation des travailleurs réunis en assemblée générale, discutée et votée... On a retrouvé cette forme d'autogestion démocratique de la grève en 1995 chez les cheminots. Je pense que c'est cette qualité de la gestion de la grève qui a permis d'aboutir à des résultats aussi probants en matière sociale...



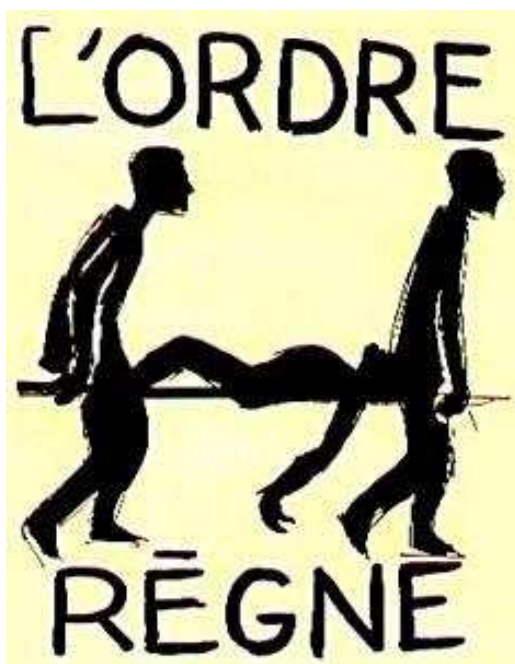


**En termes politiques, le bilan n'est pas le même. Une alternative dans ce domaine était-elle imaginable ?**

**Georges Séguy** Je le pense. Bien que pour la grande majorité des dix millions de grévistes, le but de la grève fût essentiellement revendicatif, l'idée d'un changement démocratique et de progrès social s'était, de longue date, emparée des esprits, y compris de ceux qui avaient cru, dix ans auparavant, que la Ve République irait dans le sens d'une amélioration générale. En même temps, le souvenir des errements de la IVe République était toujours présent dans les mémoires et tout ce qui pouvait ressembler à une menace de rechute dans ce passé honni ne pouvait qu'être rejeté par les travailleurs et par la majeure partie de l'opinion publique. Voilà pourquoi une alternative politique de gauche ne pouvait être crédible qu'à la condition d'être fondée sur une unité sans exclusive, et ouverte sur une perspective de vrai changement, notamment dans le domaine social. Les dirigeants de la gauche non communiste ont eu le tort de penser qu'ils pouvaient succéder pour leur propre compte à un pouvoir gaulliste qu'ils croyaient moribond. La gauche communiste n'a sans doute pas fait tout ce qui dépendait d'elle pour prévenir l'impasse inévitable d'une telle ambition et faire triompher, sur le plan politique, l'aspiration au « tous ensemble » qui animait le mouvement social. Lors d'une rencontre entre la CGT et la FGDS, le 20 mai, François Mitterrand exprimait sa crainte qu'une négociation avec le gouvernement ne redonne à ce dernier une autorité qu'il avait déjà largement perdue, et souhaitait que, dans l'hypothèse d'une alternative de gauche, les syndicats modèrent leurs revendications, notamment en matière de réduction de la durée du travail. Nous avons vivement rejeté cette stratégie, mais j'ai toujours pensé qu'elle était significative de la réticence qu'inspirait à la gauche non communiste l'éventualité d'une accession au pouvoir grâce à une alliance avec le PCF et sous la pression d'une puissante grève dirigée par la CGT, ce qui l'obligerait à aller, sur un plan économique et social, au-delà des limites que ses dirigeants n'entendaient pas dépasser. Dommage que la conception de la « gauche plurielle » n'ait pas été admise trente ans plus tôt.

**Précisément, beaucoup de choses s'écrivent ou se disent sur le rapport entre mai 68 et décembre 1995.**

**Georges Séguy** S'il est vrai qu'un mouvement comme celui des cheminots en 1995 a reçu un soutien populaire comparable à celui qu'avaient reçu les mineurs en 1963, c'est parce que la plupart des gens qui vivent de leur travail y ont vu une action légitime.



Pour autant, je ne suis pas de ceux qui se félicitent de l'idée de la grève par procuration. On ne peut pas imaginer de cette manière l'avenir des luttes sociales. Il y a là une question qui interpelle sérieusement le mouvement syndical. Le fait qu'il soit plus facile d'être seulement solidaire que de cesser soi-même le travail s'explique, bien sûr, par l'aggravation des conditions de vie, par le poids du chômage, mais aussi par le fait que les forces syndicales se sont amenuisées et que, dans beaucoup d'entreprises, il n'y a pas la puissance syndicale organisée suffisante pour prendre l'initiative d'une action en rapport avec celle de ceux dont on veut être solidaires. Peut-être faut-il aussi trouver des objectifs revendicatifs un peu moins généraux et plus proches de ce que les travailleurs, dans chaque entreprise, dans chaque profession, veulent faire aboutir. Ensuite, je pense que, dans la situation actuelle, l'espoir existe, dans une large mesure, de résoudre les problèmes sociaux par la voie de la négociation, alors qu'en 1968 tout était bouché et bloqué : c'est ainsi que l'idée de s'y mettre « tous ensemble » a pu monter en force.

**Tout à l'heure, vous avez parlé d'utopie...**

**Georges Séguy** Autant les idées qui ont germé en mai 1968 - respect de la personne humaine, droit d'expression, citoyenneté, au risque de commettre un anachronisme - paraissaient alors utopiques, autant elles se sont avérées finalement des idées fortes qui ont continué à faire leur chemin dans les esprits et dans les mentalités. Ces idées-là ont changé beaucoup de choses dans les conceptions générales de la vie et des perspectives d'évolution de la société. Elles sont maintenant largement partagées par tous ceux qui s'interrogent sur la question de savoir comment peut évoluer cette société : au plan national, au plan européen, au plan mondial. Je pense qu'à plus ou moins brève échéance on trouvera à l'état de projets concrets ce qui était en germe en 1968 et qui n'a jamais cessé de se développer dans les consciences, pour aboutir à des perspectives concrètes réalisables par la lutte.

Entretien réalisé par **JEAN-PAUL MONFERRAN** et publié sur le site de l'Humanité

## Mai 68 fête ses 40 ans

Quarante après, Mai 68 est l'une des pages de l'histoire contemporaine qui suscite le plus de débats et de controverses. Pour certains, comme le président Nicolas Sarkozy, il est temps de "liquider" l'héritage de 1968. Responsable de la crise morale de la société française qui aurait fait sienne le slogan "Il est interdit d'interdire", Mai 68 est accusé des pires maux auxquels la France est confrontée aujourd'hui. Pour d'autres, à l'inverse, l'esprit de 68 doit perdurer et les valeurs de la société actuelle ne doivent pas être remises en cause.



Le 29 mai 1968, la CGT appelle à manifester dans toute la France.

A Paris, une foule compacte s'amasse et défile entre la Bastille et la gare Saint-Lazare. L'atmosphère est électrique car le président de la République Charles de Gaulle a disparu. Il est parti en hélicoptère au petit matin, et durant 24 heures, le mystère plane. Où est-il ? Envisage-t-il de se retirer ? Des hypothèses qui inspirent les manifestants... © Correspondants L'Humanité



Les salariés grévistes de Dassault-Aviation à Saint-Cloud profitent de l'arrêt des machines pour jouer à la pétanque.

Des occupations d'usine ont lieu dans toute la France de mars jusqu'à la mi-mai. Le 22 mai, dix millions de salariés cessent leur activité.

© Correspondants L'Humanité





La Compagnie générale de télégraphie sans fil est occupée.

Les salariés réclament la réduction du temps de travail à 40 heures par semaine, une augmentation de 1000 francs et la retraite à 60 ans.

Les Accords de Grenelle, conclus le 27 mai, répondent partiellement à ces demandes.

© Correspondants L'Humanité



Le 13 mai 1968, les "Sorbonnards", les étudiants de l'université de la Sorbonne, manifestent sur la place du même nom.

Ils ont affublé la statue du philosophe et sociologue Auguste Comte d'une écharpe rouge.

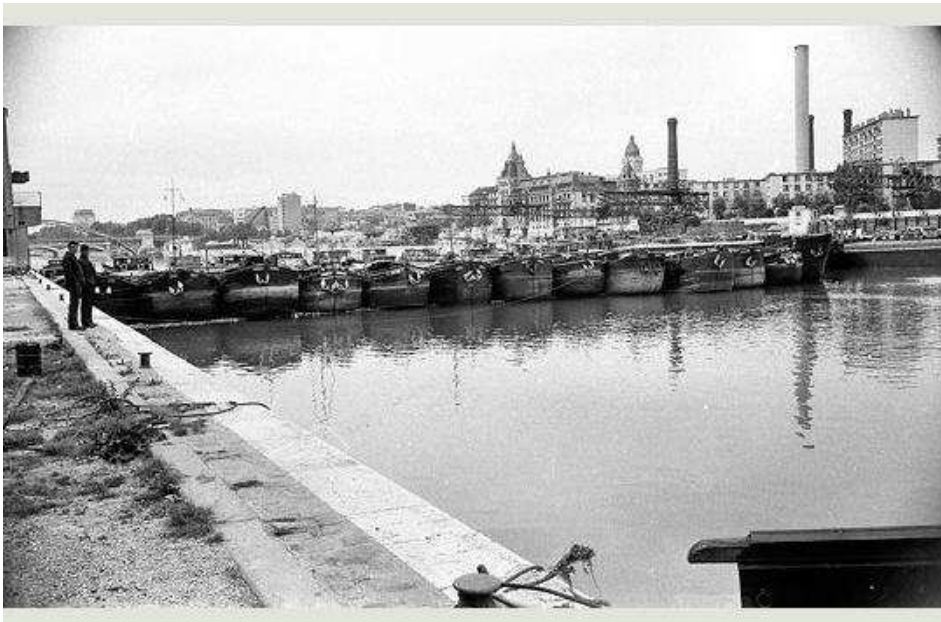
© Correspondants L'Humanité



A l'angle de la rue des Ecoles et de la rue Monge, face à la Mutualité, des grilles en fer forgé et des bancs publics bloquent l'accès à une auto-école.

Pendant la nuit, les manifestants ont utilisé tout ce qu'ils trouvaient pour monter des barricades et affronter les CRS.

© Correspondants L'Humanité



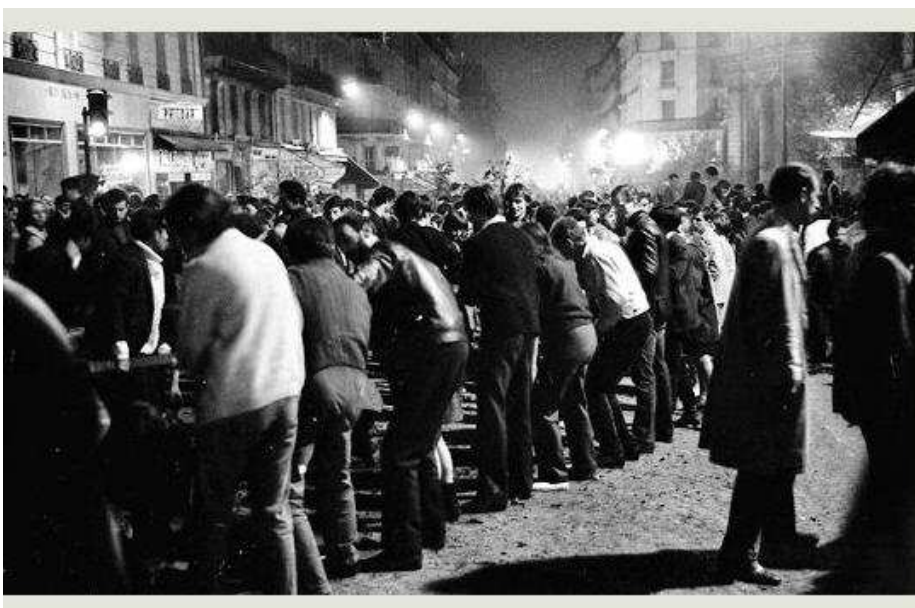
Sur la Seine, des péniches bloquent l'entrée dans la capitale, participant au ralentissement de l'activité économique.

© Correspondants L'Humanité



En mai 1968, les éboueurs sont à leur tour en grève. Paris est sous les poubelles, comme ici en face des Arts et Métiers.

© Correspondants L'Humanité



**Le calme avant la tempête**

Dans la nuit du 23 au 24 mai 1968, l'une des plus violentes dans les grandes villes françaises, les émeutiers se préparent à affronter les forces de l'ordre dans le quartier Latin.

© Correspondants L'Humanité

les éditions La Découverte publient *68, une histoire collective*, Au cœur de l'ouvrage sont aussi publiés 92 photos inédites des correspondants du journal *L'Humanité*. Des clichés restés jusque-là à l'état de négatif et qui offrent 40 ans plus tard un autre regard sur Mai 68

## Les dates de Mai 1968

**2 Mai** : Fermeture du campus de Nanterre.

**3 Mai** : Les étudiants de Nanterre occupent l'université de la Sorbonne. Les CRS font évacuer les lieux. Manifestations sur le boulevard Saint-Michel.

**6 Mai** : Le quartier latin est le théâtre de violents affrontements qui font 600 blessés et donnent lieu à 422 interpellations. Le mouvement étudiant gagne les universités de province.

**10-11 Mai** : Nuit de barricades dans le Quartier latin. Les affrontements avec les CRS font des centaines de blessés. Le 11 : 460 personnes sont interpellées.

**13 Mai** : Le mouvement s'étend aux entreprises sous la forme d'une grève générale. Des défilés rassemblent à Paris et en province plusieurs centaines de milliers d'étudiants, lycéens et salariés. Syndicats et partis de gauche se joignent au mouvement. Les étudiants occupent à nouveau la Sorbonne.

**15 Mai** : Les étudiants s'installent au théâtre de l'Odéon, les ouvriers occupent l'usine Renault de Cléon en Normandie.

**16 Mai** : La grève avec occupation s'étend à toutes les usines Renault.

**19 Mai** : Le président Charles de Gaulle déclare : *"La réforme, oui ; la chienlit, non"*. On dénombre ce jour-là 10 millions de grévistes.

**22 Mai** : Daniel Cohn-Bendit est interdit de séjour en France.

**24 Mai** : De Gaulle annonce un référendum pour juin. Nouvelles émeutes à Paris, la Bourse est incendiée. Un jeune homme est tué à Paris ainsi qu'un commissaire de police à Lyon.

**27 Mai** : Les syndicats et le gouvernement concluent les accords de Grenelle qui prévoient de fortes augmentations de salaires et le libre exercice du droit syndical dans l'entreprise.

**28 Mai** : Alain Peyrefitte démissionne de son poste de ministre de l'Éducation nationale.

**29 Mai** : De Gaulle quitte secrètement Paris pour se rendre à Baden-Baden (Allemagne) où il rencontre le général Massu, commandant des forces françaises en Allemagne.

**30 Mai** : De Gaulle s'adresse aux Français au cours d'une allocution télévisée : *"Je ne me retirerai pas"*. Il diffère la date du référendum et dissout l'Assemblée nationale. Manifestation de soutien à de Gaulle sur les Champs-Élysées. Des centaines de milliers de personnes défilent derrière Michel Debré et André Malraux.

**31 Mai** : Remaniement du gouvernement.

Les accords de Grenelle ont été négociés les 25 et 26 mai, en pleine crise de mai 1968, par les représentants du gouvernement Pompidou, des syndicats et des organisations patronales. Parmi les négociateurs figurait Jacques Chirac, alors jeune secrétaire d'État aux Affaires locales, et Georges Séguy, représentant de la CGT

Les accords de Grenelle, conclus le 27 mai 1968 - mais jamais signés -, aboutissent essentiellement à une augmentation de 25 % du SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) et de 10 % en moyenne des salaires réels, ainsi qu'à une baisse du temps de travail (40 h par semaine). Ils prévoient aussi la création de la section syndicale d'entreprise, actée dans la loi du 27 décembre 1968.

Rejetés par la base, ils ne résolvent pas immédiatement la crise sociale et la grève continue. Cependant trois jours plus tard, le 30 mai, le général de Gaulle de retour à Paris après avoir rencontré le général Massu à Baden-Baden (Allemagne) la veille, conforté par une énorme manifestation de la droite sur les Champs-Élysées, décide la dissolution de l'Assemblée nationale et provoque des élections qui verront le 30 juin 1968 le triomphe des gaullistes de l'UDR (293 sièges sur 378) et mettront un terme à la crise politique.

Le nom de Grenelle est tiré du lieu où se négocièrent les accords, au ministère du Travail situé rue de Grenelle à Paris.